

NUCLÉAIRE : L'AVENIR SE DÉCIDE MAINTENANT

Raphaël SCHELLENBERGER

- ▶ Député Les Républicains du Haut-Rhin
- ▶ Membre de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale
- ▶ Membre du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- ▶ Secrétaire du groupe d'études enjeux économiques de la filière industrielle énergétique
- ▶ Membre du groupe d'études énergies vertes
- ▶ Conseiller municipal de Wattwiller



français en matière d'énergie nucléaire. La voie engagée sous le quinquennat de François Hollande, inscrivant dans la loi la réduction de la part du nucléaire dans notre mix électrique et privilégiant donc la fermeture précipitée de réacteurs sur le développement de projets nouveaux, nous approche certainement de la seconde option. Le mutisme du Gouvernement actuel sur ce sujet aggrave encore davantage la situation à mesure que le temps avance.

Et pourtant, le parc nucléaire français ne saurait être condamné à reculer face aux défis énergétiques posés par notre époque. Nous devons même avoir l'audace de faire à nouveau le choix du nucléaire pour définir, en France, un mix énergétique propre appuyant un secteur industriel national fort. Pour cela, le pragmatisme doit l'emporter sur l'idéologie qui a conduit, en jouant sur les peurs, à pointer du doigt le nucléaire. Nous devons regarder en face l'ampleur des défis climatiques à l'échelle mondiale et affirmer que la réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue une priorité. La poursuite de cette priorité passe nécessairement par un soutien à l'énergie nucléaire propre, décarbonnée.

Alors que le premier EPR chinois est en service depuis décembre 2018, un véritable programme nucléaire doit être engagé en France d'ici la fin du quinquennat. La recherche doit être stimulée et nos compétences entretenues pour transformer en réalités les promesses dont sont porteurs les travaux sur les réacteurs de 4ème et 5ème générations.

Ce choix est courageux mais réaliste : il exige de renouer avec la notion d'État stratège, capable de projeter dans le temps une vision du pays, et d'ainsi se détacher des cadences devenues si courtes de l'effervescence politique, sur lesquelles a été sacrifiée la centrale nucléaire de Fessenheim. Il nous faut bâtir un nouveau pacte énergétique pour les prochaines décennies fondé sur les notions d'efficacité et de responsabilité, au sein duquel le nucléaire constituera un atout face à l'équation énergétique complexe posée à notre génération. ●

L'efficacité d'une politique énergétique exige la définition d'une vision de long terme en phase avec nos objectifs environnementaux, notre volonté d'indépendance énergétique et notre ambition industrielle. Cette politique ne peut souffrir d'approximations tant s'avère lourde la mise en œuvre des décisions dans ce domaine. La France a su porter avec réussite cette vision stratégique sous la Vème République naissante. Avec constance, l'intérêt du pays a commandé au prolongement des choix engagés à cette époque. Le vieillissement de nos réacteurs nucléaires place aujourd'hui notre génération face à un arbitrage déterminant : renouveler l'aventure nucléaire en France autour de technologies nouvelles, ou abandonner cette énergie avantageuse pour notre pays. La première option exige d'agir avec ambition dès à présent pour préparer le parc nucléaire français de demain. Toute attente ou délai supplémentaire nous engagera inmanquablement vers un échec industriel.

Les choix qui se présentent à nous aujourd'hui se rétrécissent donc à mesure que les investissements à porter sont différés et que n'est pas entretenu en pratique, sur des chantiers industriels nouveaux, le savoir-faire

« Nous devons avoir l'audace de faire à nouveau le choix du nucléaire pour définir, en France, un mix énergétique propre appuyant un secteur industriel national fort »

